

Thème 2 : Faire la Guerre, faire la paix

Objet conclusif : Le Moyen Orient, conflits régionaux et tentatives de paix impliquant des acteurs internationaux

Le Moyen Orient désigne une région à cheval sur l'Afrique du Nord (Égypte, Soudan) et sur l'Asie occidentale (Israël, Liban, Palestine, Syrie, Irak, Iran, Arabie saoudite, États de la péninsule arabique). Sa dénomination, datant du temps de l'Empire britannique, découle d'un regard géopolitique européen-centré : celui des puissances occidentales qui veulent dominer cet espace stratégique car il abrite des ressources convoitées (hydrocarbures) et constitue un carrefour stratégique du commerce international.

Le Moyen Orient n'en possède pas moins une unité : en effet, malgré la diversité des peuples et des religions qui composent cette région, une histoire commune lie ces territoires et ces sociétés : c'est celle de la civilisation arabo-islamique, de leur unification dans le cadre de l'empire ottoman du XV^e au XIX^e s, et du démantèlement de celui-ci par l'ingérence des puissances occidentales qui veulent imposer un système colonial.

Le Moyen Orient est l'une des régions les plus conflictuelles du monde depuis 1947. Il est le théâtre de nombreuses guerres interétatiques comme de multiples guerres intra-étatiques et irrégulières, caractérisées par l'interventionnisme d'acteurs internationaux.

Problématique : Aussi comment peut-on expliquer cette densité et cette répétition des conflits qui caractérisent le Moyen Orient et la difficulté de les résoudre ?

I) Les facteurs de l'instabilité et de la violence au Moyen Orient :

A) Des États contestés

- a) *Les promesses trahies des puissances occidentales, des États imposés d'en haut sans les sociétés voire contre les sociétés :* La carte des États au Moyen Orient a été dessinée par les **puissances française et britannique** au lendemain de la 1^{ère} Guerre mondiale. Après avoir instrumentalisé les aspirations nationalistes des sociétés arabes à se gouverner par elles-mêmes pour affaiblir l'empire Ottoman, elles ont, en effet, utilisé leur position de puissances dominantes et victorieuses pour se **partager le Moyen Orient** et y imposer un système colonial. Celui-ci prend la forme du **régime des mandats** : les États créés par la France et la GB sont placés sous leur tutelle par la Société des Nations, car leurs peuples ne seraient pas encore prêts à se gouverner par eux-mêmes.

Le tracé des frontières de ces nouveaux États ne tient aucun compte des réalités sociales et économiques, ni des aspirations des peuples ; il obéit aux seuls intérêts stratégiques de la France

Thème 2 : Faire la Guerre, faire la paix

et de la GB qui délimitent leurs **zones d'influence** respective au MO. La GB, en position de force, obtient ainsi la possession de territoires lui permettant de contrôler et sécuriser la route des Indes (Palestine, Jordanie, s'ajoutant à l'Égypte et au protectorat d'Aden) ainsi que les ressources pétrolières (Irak). Quant à la France, elle s'empare de la Syrie dont elle sépare le Liban, selon le principe « diviser pour régner ».

Les **révoltes arabes** contre la domination britannique et françaises sont violemment et **brutalement réprimées en Irak et en Syrie** dans les années 1920. Cette mainmise franco-britannique provoque un puissant sentiment d'humiliation et de trahison dans les sociétés arabes à l'égard de la France et de la GB et sape la légitimité de ces États perçus comme des corps étrangers.

- b) *Les promesses déçues des indépendances, des États confisqués* : Les États du MO conquièrent progressivement leur **indépendance de 1922 (Égypte) à 1946 (Syrie)**. Mais leur émancipation de la tutelle franco-britannique est, d'une part, relative : la puissance britannique, par exemple, en Irak conserve le contrôle de la politique étrangère et des ressources pétrolières. D'autre part, ces États ne tiennent pas **les promesses de développement et de démocratisation** qui auraient permis l'adhésion des populations. Au contraire, les gouvernements reproduisent **des pratiques du pouvoir colonial** afin de consolider leur domination sur les sociétés qui font ainsi l'expérience d'**États prédateurs et autoritaires**.

En Irak comme en Syrie, les pouvoirs en place **instrumentalisent les solidarités communautaires**. Dans le régime dictatorial de **Saddam Hussein**, homme fort de l'Irak de 1968 à 2003, la **minorité arabo-sunnite**, considérée comme soutien loyal du régime, est ainsi favorisée : **monopole sur les hautes fonctions de l'administration et de l'armée, accaparement des richesses issus de l'exploitation du pétrole**. En revanche, la majorité arabo-chiite, la minorité kurde, perçus comme des « ennemis » du régime font l'objet d'une exclusion sociale et politique ainsi que d'une répression sévère. La même logique patrimoniale, autoritaire et clientéliste du fonctionnement de l'État est à l'œuvre en Syrie : le **clan el-Assad** s'appuie sur la minorité religieuse alaouite pour imposer sa domination sur la société.

Cette confiscation du pouvoir et des richesses par des groupes sociaux a comme effet d'avoir **discrédité les idéologies nationalistes** (droit des peuples à se gouverner par eux-mêmes et égalité des droits comme socle intégrateur de l'État-nation) et **socialistes** (redistribution des richesses comme vecteur d'intégration sociale), auprès des populations marginalisées et persécutées, et de faire de la **violence** un recours contre un État prédateur et autoritaire. **Les**

Thème 2 : Faire la Guerre, faire la paix

entrepreneurs de violence islamistes ont ainsi pu exploiter à leurs fins la somme des frustrations sociales et politiques accumulées.

- c) *Des peuples marginalisés par des logiques ethno-nationalistes* : En Turquie et en Israël, la construction et la consolidation de l'État se fondent sur la volonté de constituer un **peuple homogène sur la base de critères ethniques et/ou culturels**. Ainsi, en Turquie, les élites au pouvoir de cet État né du démantèlement de l'Empire ottoman, expulsent-elles, au nom de la défense d'une identité turque les populations grecques (plus d'1 millions de personnes) entre 1920 et 1923 perçues comme indésirables et des sources potentielles de contestations internes. De même les Kurdes, majoritaires dans les confins orientaux de la Turquie, font-ils l'objet d'une politique répressive et discriminatoire, avec comme conséquence de légitimer le recours à la lutte armée des mouvements indépendantistes kurdes.

Quant à l'État d'Israël, dans un contexte marqué par l'hostilité des États arabes voisins, il a, dès sa naissance, cherché à expulser les populations arabes présentes sur son territoire. C'est près de 750 000 Palestiniens sur 900 000 qui doivent, par exemple, quitter le territoire palestinien, sous la menace de l'armée israélienne, durant la 1^{ère} guerre israélo-arabe de 1948-49. Cette dépossession territoriale nourrit les mouvements de lutte armée en Palestine contre l'État d'Israël.

B) Des ingérences extérieures déstabilisatrices

- a) *Les ingérences des puissances occidentales pour étendre ou conforter leur influence sur la région* : Le MO est une région d'intérêts stratégiques majeures pour les puissances occidentales pour deux raisons :

- Plusieurs de ces États (Arabie saoudite, Iran, Irak, Koweït, EAU) abritent **près de 48% des réserves mondiales d'hydrocarbures** (pétrole et gaz) et réalisent aujourd'hui près de 34% de la production mondiale de pétrole.
- Y convergent **les grandes routes du commerce maritime mondial par le canal de Suez** ainsi que celle **du pétrole avec le détroit d'Ormuz**, porte d'entrée et de sortie du golfe arabo-persique.

La **crise de Suez en 1956** a signé la fin de la domination franco-britannique au MO car, sous la pression conjointe des EU et de l'URSS, la France et la GB ont été obligées de retirer les troupes qu'elles avaient envoyées pour reprendre possession du canal de Suez, nationalisé par Nasser, le dirigeant égyptien. Cette région s'est ainsi transformée dans l'un des théâtres de **la Guerre froide** où les EU et l'URSS se disputent des zones d'influences.

Thème 2 : Faire la Guerre, faire la paix

Les **EU** ont, par exemple, organisé un **coup d'État en Iran en 1953** pour renverser le 1^{er} Ministre, le Docteur Mossadegh. Celui-ci voulait nationaliser, avec l'appui du Parti communiste, les ressources pétrolières iraniennes. Or les EU y ont vu une menace contre les intérêts des compagnies pétrolières occidentales et le danger d'une expansion de la sphère d'influence soviétique. Cette double crainte les a fait soutenir la **dictature féroce du Shah Reza Pahlavi**, avec comme conséquence de susciter dans la population iranienne un violent de rejet de la domination américaine. Le MO s'est ainsi trouvé divisé en **deux blocs** : avec d'un côté, **l'Irak, l'Égypte et la Syrie, alliés de l'URSS**, et de l'autre, **l'Arabie saoudite, l'Iran, le Liban, la Turquie, les États du Golfe, alliés des EU**.

Avec **l'effondrement du bloc soviétique en 1990-91**, les EU sont devenus la puissance dominante au MO. Mais, depuis **l'arrivée au pouvoir de Poutine**, ils doivent prendre en compte le retour de la Russie. Ainsi, dans la guerre civile en Syrie depuis 2012, celle-ci est-elle un fidèle soutien du régime de Bachar el-Assad que les EU et leurs alliés voudraient voir tomber.

b) Les ingérences des puissances régionales en quête de leadership régional : Aux luttes d'influence entre l'URSS et les EU se superposent **des rivalités entre puissances régionales** qui convoitent un rôle dominant au Moyen Orient. **L'Égypte de Nasser** (1952-1970), allié de l'URSS, veut ainsi être le **pôle fédérateur du panarabisme**, *i.e* elle veut prendre la tête d'une fédération des États arabes, au nom de la défense et de la promotion d'une idéologie nationaliste et socialiste. Cette stratégie se traduit par une union éphémère avec la Syrie dans le cadre de la République Arabe Unie de 1958 à 1961, et la tentative d'intégrer le Yémen à celle-ci, y compris par la guerre entre 1962 et 1967.

Mais cette expansion de l'influence égyptienne suscite **l'hostilité de l'Arabie saoudite**, pour des raisons idéologiques et géopolitiques. Sur le plan idéologique, l'Arabie saoudite est un **régime autoritaire et islamiste conservateur** qui s'oppose à la progression des idéologies socialistes et nationalistes. Sur le plan géopolitique, en tant qu'allié des EU, elle combat tout ce qui peut apparaître comme une extension de l'influence soviétique. Aussi intervient-elle dans la guerre du Yémen en soutenant les adversaires islamistes de l'Égypte, avec comme conséquence en 1967 d'aboutir à la partition du Yémen, entre un Yémen du Sud, communiste, et un Yémen du Nord, islamiste.

Dans les années 1980, **l'Iran** devient le **nouveau rival de l'Arabie saoudite** pour le leadership régional. En effet, d'allié des EU, l'Iran est devenu un ennemi farouche de celui-ci et de ses alliés. La **Révolution en 1979** a entraîné le renversement de la dictature de Pahlavi, client des EU, et l'instauration d'une **République islamique**. Sous l'égide de **l'ayatollah Khomeiny**, ce

Thème 2 : Faire la Guerre, faire la paix

nouveau régime se fait le **champion de l'islamisme fondamentaliste** et de la lutte contre la domination américaine et ses alliés dont l'Arabie saoudite. Il se fait notamment le défenseur des communautés chiites, souvent marginalisées voire opprimées dans les États du Moyen Orient. C'est ainsi que l'Iran soutient le **Hezbollah**, une milice et un parti politique islamiste chiite durant **la guerre civile du Liban de 1975 à 1989**. Cette influence de l'Iran est perçue comme une menace par l'Arabie saoudite pour son leadership sur la région. C'est pourquoi elle participe, par exemple, à la répression du mouvement de contestation au Bahreïn, un État à majorité chiite, contre la dynastie régnante sunnite des al-Khalifa, car elle y voit la main de l'Iran.

II) Des conflits nombreux et multiformes depuis 1947

A) Deux peuples pour une terre : la question palestinienne – Jalon 1

- a) *Du conflit israélo-arabe, une série de guerres interétatiques...* : Les guerres entre **Israël** et les États de la Ligue arabe résultent du refus de reconnaître l'existence d'Israël par ces derniers. Cet État a été fondé par le **plan de partage de la Palestine de l'ONU en 1947** qui reconnaît le droit aux juifs européens, ayant fui les persécutions en Europe, à avoir un État pour se protéger et se gouverner. C'est l'aboutissement des revendications du **mouvement sioniste** fondé par **Th. Herzl** au XIX^e s. Aussi **D. Ben Gourion**, **premier ministre du nouvel État israélien**, accepte-t-il ce plan de partage que les **États de la Ligue arabe**, en revanche, rejettent car il s'agit, pour les peuples arabes, d'une **dépossession de leurs terres**. Le Moyen Orient se transforme ainsi en une « **arène de gladiateurs armés** », les États arabes déniaient à l'État d'Israël son droit à l'existence.

Mais les guerres israélo-arabes demeurent des **guerres limitées**. En **1948-49**, Israël remporte une victoire rapide sur la coalition formée par **l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban et l'Irak**. Outre le soutien matériel de l'URSS qui voit dans le nouvel État socialiste israélien un futur allié, les forces israéliennes profitent du manque de coordination des forces arabes qui poursuivent des objectifs différents. Ainsi, pour la **Jordanie**, la guerre, « continuation de la politique par d'autres moyens », ne vise pas tant à éliminer le nouvel État qu'à **étendre son territoire au détriment du nouvel État arabe de Palestine**. C'est pourquoi, un cessez-le-feu intervient rapidement sous pression de la communauté internationale, la plupart des États ayant atteint leurs objectifs. Israël s'est étendu et a expulsé 700 000 des 900 000 Arabes peuplant son territoire ; la Jordanie a annexé la Cisjordanie, l'Égypte Gaza. **L'État arabe de Palestine** prévu par le plan de partage de 1947 est **mort-né** et en résulte un profond sentiment d'amertume et

Thème 2 : Faire la Guerre, faire la paix

d'humiliation pour le peuple palestinien, **peuple sans État** et en exil, que traduit le terme de **Nakba** (catastrophe).

Soucieux de redonner du prestige au nationalisme arabe écorné par la défaite face à Israël en 1948-49 et de s'imposer comme le **champion du panarabisme**, **Nasser** prépare une revanche en 1967 en formant une nouvelle **coalition avec la Syrie et la Jordanie**. Mais Israël opère une guerre préventive durant laquelle elle écrase les forces arabes lors de la **guerre des Six jours en 1967. Israël annexe la Cisjordanie, Gaza, Jérusalem-Est, le Golan et le Sinaï. L'ONU, par la résolution 242**, exige la reconnaissance de l'État d'Israël par ses voisins et la restitution des territoires occupés. Pour tenter de les récupérer, l'Égypte et la Syrie attaquent Israël, qui les repousse, gagnant la **guerre du Kippour en 1973**.

Face à ce nouvel échec, le nouveau dirigeant de l'Égypte depuis la mort de Nasser, **Anouar el-Sadate**, engage un règlement par la voie diplomatique avec la **médiation des EU**. Le processus de négociations **aboutit aux accords de Camp David et à la signature d'un traité de paix en 1979 entre l'Égypte et Israël**. L'Égypte obtient la **restitution du Sinaï en échange de la reconnaissance de l'État d'Israël**. Ce traité de paix bilatéral marque la fin des guerres interétatiques israélo-arabes puisque le front des États arabes est brisé (exclusion de l'Égypte de la Ligue arabe). Les EU s'imposent à la faveur de ce traité comme une puissance dominante au MO avec la bascule de l'Égypte, un ancien allié de l'URSS, dans leur zone d'influence.

- b) ... au conflit israélo-palestinien, une guerre asymétrique et irrégulière...* : Après 1973, le conflit à propos de la Palestine se transforme en un conflit asymétrique et irrégulier. C'est un **acteur non étatique, l'OLP** (Organisation de Libération de la Palestine), **fondée en 1964** et dirigée par **Yasser Arafat**, qui poursuit la lutte armée **contre l'État d'Israël**. L'objectif de l'OLP est d'obtenir la destruction de l'État d'Israël et de chasser les juifs européens qu'elle considère comme des occupants illégitimes des territoires palestiniens, dans le but de créer un État arabe palestinien dans l'ancien territoire du mandat britannique. Les forces de l'OLP se composent de combattants irréguliers, les **Fedayin**, formés et recrutés dans les nombreux camps de réfugiés palestiniens en Jordanie et au Liban. En raison du déséquilibre des forces, l'OLP pratique des coups de main, sous forme de **raids**, dans les territoires occupés, **des attentats** visant Israël et les puissances qui le soutiennent, des **prises d'otage**, des **détournements d'avions...**

Cette stratégie du faible au fort est cependant une **impasse politique** jusqu'en 1987. La plupart des États refusent de reconnaître dans l'OLP, un interlocuteur politique, l'assimilant à une **organisation terroriste**. C'est l'**Intifada**, la « **guerre des pierres** » de **1987 à 1993**, qui

Thème 2 : Faire la Guerre, faire la paix

modifie le rapport de force. En effet, la jeunesse palestinienne dans les territoires occupés se soulève contre l'armée d'occupation israélienne. **Israël n'apparaît plus comme un État qui se défend mais un État qui opprime.** D'autre part, l'OLP de Yasser Arafat en 1988 modifie ses objectifs politiques : elle s'engage à **reconnaître l'existence de l'État d'Israël dans ses frontières d'avant 1967 en échange de la restitution des territoires occupés (Jérusalem Est, Cisjordanie et Gaza) à une autorité palestinienne**, base d'un nouvel État arabe palestinien. S'amorce ainsi un processus de négociations entre le **1^{er} Ministre israélien, Y. Rabin, de 1992 à 1995**, et Yasser Arafat, sous la médiation des EU qui aboutit **aux accords d'Oslo en 1993.**

- c) *... dont le règlement est bloqué par la politique colonialiste d'Israël* : Les accords d'Oslo se transforment cependant en impasse pour l'OLP. Si une autorité palestinienne est, effectivement, créée dans les territoires occupés, son pouvoir effectif est limité. En effet, invoquant le droit à la sécurité, l'État d'Israël conserve le pouvoir militaire et administratif dans de nombreuses zones, entraînant un morcellement du territoire palestinien. Mais, surtout, souhaitant créer un « **Grand Israël** », le gouvernement israélien pratique des **coups de force** dans le but **d'annexer illégalement des portions des territoires occupés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est : installation de colonies de peuplement israélienne**, construction d'un **mur** intégrant 9% de la Cisjordanie au territoire israélien...

Cette politique expansionniste d'Israël délégitime le processus de paix et fragilise la position de l'OLP au sein de la société palestinienne. En 2000, un nouveau soulèvement palestinien éclate : c'est la **seconde Intifada**. Le **Hamas**, une organisation islamiste, fondée en 1988, qui s'était opposée à politique de compromis de l'OLP, revendique la reprise de la lutte armée contre Israël, en multipliant les **attentats-suicides**. Le gouvernement israélien, selon **une logique de montée aux extrêmes**, instrumentalise cette violence terroriste pour accroître la répression et la colonisation au nom du droit à la sécurité et à la création d'un « Grand Israël », entretenant ainsi les flammes du conflit.

B) Les EU, de puissance stabilisatrice, à puissance déstabilisatrice

- a) *La 1^{ère} Guerre du Golfe (1990-1991), une manifestation de la Pax americana au Moyen Orient dans le monde post Guerre froide – Jalon 2* : À la fin des années 1980, le Moyen Orient connaît un **apaisement relatif**. Après la fin des guerres israélo-arabes, les **accords de Taëf en 1989**, mettent fin à la guerre civile qui opposait, depuis 1975, milices chrétiennes, milices sunnites et milices chiites. Ces accords organisent un rééquilibrage des pouvoirs en faveur des communautés chiites et sunnites qui étaient marginalisées dans les institutions au profit de la communauté chrétienne. De même, la **guerre entre l'Irak et l'Iran prend fin en 1988** au terme

Thème 2 : Faire la Guerre, faire la paix

de huit années de conflits : l'Irak de Saddam Hussein qui avait déclenché la guerre contre l'Iran en 1980 pour étendre son territoire et s'imposer comme leader régional du monde arabo-sunnite, en ressort épuisé, comme l'Iran.

Mais, **en août 1990, l'Irak envahit le Koweït**, un territoire qui relève, selon S. Hussein, de la souveraineté irakienne mais qui en a été séparé par la volonté de la puissance coloniale britannique. L'objectif de cette annexion est de s'approprier les ressources pétrolières de ce micro-État (9% des réserves mondiales) afin de pourvoir régler les dettes de la guerre Irak-Iran. Cette annexion est condamnée par l'ensemble de la communauté internationale : ONU, Ligue des États arabes, puissances occidentales. **L'ONU autorise le recours à la force** si l'Irak n'évacue pas le Koweït. **Une coalition internationale, sous l'égide des EU**, se forme. Devant l'intransigeance de S. Hussein, l'opération « **Tempête du désert** » est déclenchée le 17 janvier 1991 et le Koweït est libéré en février 1991.

Les EU s'en tiennent au mandat de l'ONU et ne renversent pas le régime de S. Hussein. Comme leur allié, l'Arabie saoudite, ils redoutent, en effet, que la chute de S. Hussein entraîne :

- l'instauration, en Irak, d'un régime contraire à leurs intérêts et favorable à l'Iran, dans un pays majoritairement chiite.
- ainsi que la constitution d'un État kurde au nord de l'Irak qui menacerait les intérêts de leur allié turc.

b) La guerre en Irak (2003-2011), une intervention des EU unilatérale qui entraîne une guerre civile incontrôlable : Avec l'élection de **G. W. Bush Junior** comme **président des EU en 2000**, les EU rompent avec la doctrine de la *Pax americana*, une hégémonie fondée sur l'exercice du droit international, le multilatéralisme et la diffusion de l'économie de marché. Le nouveau président des EU, acquis aux **thèses néo-conservatrices**, estime, en effet :

- d'une part, que l'usage de la force militaire est un outil nécessaire pour **préserver le leadership mondial** de l'hyperpuissance américaine menacée par l'émergence ou la réémergence de puissances concurrentes comme la Chine et la Russie ;
- d'autre part, que le contrôle du MO et de ses ressources pétrolières étant stratégique dans cette perspective, **renverser les régimes hostiles aux EU (Irak, Iran)** pour les remplacer par des régimes alliés est une priorité.

Les EU instrumentalisent à cette fin la « **guerre contre le terrorisme** » décrété après les attentats du 11/09/2001 en faisant de **S. Hussein une menace contre la sécurité des EU et du monde** : il est accusé de fabriquer des armes de destruction massive et de soutenir des organisations terroristes comme al-Qaïda.

Thème 2 : Faire la Guerre, faire la paix

En dépit de l'opposition de l'ONU, les EU et leurs alliés (GB, Espagne, Pologne...) envahissent l'Irak en 2003 et renversent la dictature de S. Hussein. Mais leur intervention et leur occupation déclenchent une **guerre civile incontrôlable**. Numériquement majoritaire, la communauté chiite profite de la démocratisation pour accéder au pouvoir, monopole des sunnites jusque-là. Ces derniers, se sentant dépossédés et menacés, s'engagent dans les **groupes djihadistes qui se revendiquent d'al-Qaida**. Se développe ainsi une **guerre asymétrique et irrégulière**, opposant les forces gouvernementales irakiennes, les milices de défense chiites et les troupes d'occupation américaine aux milices djihadistes sunnites. Celles-ci pratiquent une guerre de coups de main et d'embuscades contre les troupes régulières et multiplient les attentats contre les civils chiites.

Enlisés dans un conflit incontrôlable, les **EU retirent leurs troupes en 2011**. Les milices chiites et le gouvernement irakien, soutenues par l'Iran, prennent l'ascendant sur les milices sunnites, avec comme conséquence un rapprochement entre le nouveau régime irakien et l'Iran. Dans le nord, à la faveur de la guerre civile, les milices kurdes conquièrent une large autonomie, préparant ainsi le chemin à la naissance d'un État indépendant kurde, au grand dam de la puissance turque qui y voit une menace pour son intégrité intérieure.

- c) **L'extension de la logique du chaos après 2011** : La guerre asymétrique et irrégulière s'étend à la Syrie, État voisin de l'Irak après 2011. **B. el-Assad**, le dictateur de la Syrie, réprime dans le sang les **manifestations des Printemps arabes** qui réclamaient une démocratisation du régime. S'en suit une **guerre civile** qui oppose les forces favorables au régime de B. el-Assad à des milices qui lui sont hostiles. Mais le **conflit** devient, sous l'effet des ingérences extérieures des puissances régionales, **communautaire et transnational**. **L'Arabie saoudite et les États pétroliers du Golfe** arment et soutiennent les **milices djihadistes sunnites** afin d'abattre un pouvoir chiite qui est un allié de l'Iran. En retour **l'Iran et le Hezbollah** prêtent leur aide au pouvoir de **B. el-Assad**, au nom d'une **solidarité d'intérêts entre puissances chiites**. À ces rivalités régionales se superposent **les rivalités entre la Russie** qui défend le régime syrien **et les EU** qui voient dans son renversement une condition du retour de la paix.

L'État islamique (Daech) réalise la **connexion des deux conflits en Irak et en Syrie** à compter de 2013, en portant **le projet de créer un État arabo-sunnite au détriment de la Syrie et de l'Irak**. Mais il est défait par une coalition internationale unissant les EU, la France, la GB, l'Irak et les milices kurdes en 2016. Ce rôle des milices kurdes en Syrie comme en Irak provoque l'hostilité de la puissance turque qui redoute la création d'un État kurde qu'elle considère comme une menace contre sa propre intégrité. Aussi a-t-elle depuis 2018 effectué des interventions militaires visant à attaquer et fragiliser les kurdes. Cette région du Moyen Orient

Thème 2 : Faire la Guerre, faire la paix

est ainsi au bord de la désagrégation en raison de l'usage systématique de la violence pour démêler un écheveau d'intérêts contradictoires entre les différents acteurs, étatiques comme non étatiques.

III) Une paix impossible au Moyen Orient ?

A) Des puissances empêtrées

- a) *Le poids croissant des acteurs non étatiques, un obstacle à la paix ?* Les conflits moyen-orientaux impliquent de façon désormais déterminante des combattants irréguliers. Or les mécanismes de régulation de la violence qui se sont forgés depuis le XVII^e siècle ont été conçus pour et par des États. Or, par définition, les milices, n'étant pas affiliées à un État, ne disposent pas de structures diplomatiques, ce qui complique la négociation et la résolution des conflits.

Mais, dans la réalité, la plupart des groupes armés non étatiques sont financés par des États pour lesquels ils combattent par procuration. Cela permet à ces derniers de limiter les risques de représailles en brouillant les pistes sur l'origine des attaques qu'ils commanditent. Il reste donc possible de négocier avec ces milices par l'intermédiaire des États qu'ils parrainent. La fin de la guerre du Liban en fournit un exemple : les accords de Taëf en 1989 résultent autant d'une convergence de vues des milices chrétiennes, sunnites et chiites que des puissances qui les soutenaient, l'Iran et la Syrie pour les milices chiites, Israël pour les milices chrétiennes.

- b) *La dialectique brisée du soldat et du diplomate :* La paix au Moyen Orient demeure pour l'instant inaccessible car les puissances internationales ou régionales pensent pourvoir la fonder comme en des temps plus anciens sur des rapports de force, autrement dit, sur des avantages acquis grâce à l'outil militaire. Elles appliquent une doctrine clausewitzienne des relations internationales, devenue inopérante, que R. Aron dans *Guerre et paix entre nations* théorisait comme une **dialectique du soldat et du diplomate**. Sans le soutien du soldat, un diplomate a bien peu de chances de s'imposer dans une négociation. Sans l'action du diplomate, le soldat en est réduit à gérer une guerre perpétuelle.

Or, l'usage de la violence dans les conflits au Moyen Orient depuis les années 2000 précipite les acteurs étatiques dans des spirales conflictuelles qui échappent à toute maîtrise politique : la guerre ne donne aucun avantage décisif et ne semble laisser comme alternative que d'envoyer plus de soldats ou de se retirer comme le choix que fait B. Obama pour l'Irak en 2011.

Thème 2 : Faire la Guerre, faire la paix

À l'impossibilité d'obtenir un avantage militaire déterminant s'ajoute le discrédit de la voie diplomatique. Les **différents acteurs des conflits se diabolisent, effet, mutuellement** car chacun perçoit l'autre comme **une menace pour sa sécurité et son existence** en tant qu'individu, en tant que communauté, en tant que nation, en tant qu'État. Cela favorise la montée aux extrêmes et laisse peu de places aux modérés. Aucune modification de la culture des relations internationales au Moyen Orient, reposant sur le passage d'une « arène des gladiateurs armés » à une société internationale des États, n'est perceptible. Les tensions, au contraire, continuent de grandir, opposant d'un côté les EU, l'Arabie saoudite, Israël..., à, de l'autre, la Russie, l'Iran, le Hamas...

Aussi, dans un tel contexte, se pose la question de ce que peut l'ONU.

B) Une ONU marginalisée

- a) *L'ONU et la question palestinienne* : En 1947, dans le but de mettre fin aux tensions en Palestine, l'ONU adopte un **plan de partage entre un État juif et un État arabe**. Son rejet par les Arabes entraîne la première d'une longue série de guerres, qui provoque **un exode massif de Palestiniens**. L'ONU crée en 1949 l'UNRWA (Office de secours et travaux des Nations Unies) pour venir en aide à ces réfugiés. Au terme de la guerre des Six jours en 1967 qui voit Israël étendre massivement son territoire, l'Onu adopte la **résolution 242** qui exige le retrait israélien des territoires occupés.

Mais du fait de la division des membres permanents du Conseil de sécurité, l'ONU s'avère incapable de faire appliquer ses résolutions en Palestine. Les **États-Unis**, qui se sont rapprochés d'Israël dans les années 1960, utilisent systématiquement leur **droit de veto pour bloquer toute résolution défavorable à leur allié**.

- b) *L'ONU et la question irakienne* : La **première guerre du Golfe en 1991** symbolise la **renaissance de l'ONU**. L'institution avait été largement paralysée durant la guerre froide par le droit de veto dont disposaient Soviétiques et Américains. En 1991, l'affrontement bipolaire est terminé et l'URSS soutient l'envoi d'une force armée sous commandement américain pour libérer le Koweït.

Mais la **seconde guerre du Golfe en 2003** révèle les limites de l'ONU. Du fait des veto russe et français à l'intervention américaine, l'ONU n'autorise pas cette guerre, ce qui n'empêche pas les États-Unis et leurs alliés de la mener. Grâce au droit de veto dont ils disposent tous deux,

Thème 2 : Faire la Guerre, faire la paix

Américains et Britanniques ne sont nullement sanctionnés par l'ONU pour cette violation du droit international.

La rivalité entre les EU et la Russie au Moyen Orient continue aujourd'hui de paralyser toute médiation de l'ONU dans le conflit syrien, posant, de nouveau, avec acuité la question de la réforme du Conseil de sécurité (limitation ou suppression du droit de veto...).

Conclusion : La densité des conflits au Moyen Orient et la difficulté de les résoudre s'expliquent par la **permanence d'une culture hobbesienne des relations internationales** que la répétition des guerres vient renforcer. Les différents acteurs, étatiques comme non étatiques, perçoivent leurs rivaux comme des ennemis absolus menaçant leur droit à l'existence ou les fondements de leur puissance. Aussi cette logique entraîne-t-elle la relégation des tous les outils et les principes forgés depuis le XVII^e siècle pour construire et consolider la paix qui ont fait la preuve de leur efficacité en Europe : souveraineté inviolable des États, principe de non-ingérence, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, organisation d'une sécurité collective... Cette différence de traitement entre l'Europe et le Moyen Orient tient à la **permanence d'un esprit de domination impérialiste** aussi bien chez les puissances occidentales que chez les puissances régionales.

La guerre perpétuelle au Moyen Orient est aussi entretenue par l'adhésion des acteurs de la guerre à **une doctrine clausewitzienne de la guerre** comme « continuation de la politique par d'autres moyens », autrement dit, comme moyen de fonder un ordre international sur des rapports de puissance grâce à l'outil militaire. Or celui-ci, en raison de la nouvelle configuration des conflits qui renverse la logique du faible au fort, fait preuve de son impuissance comme l'a démontré l'échec des EU en Irak.

Rétablir **une culture lockéenne des relations internationales** fondées sur des rapports de coopération et de reconnaissance mutuelle, et non sur des rapports de puissance et d'hostilité, apparaît en l'état comme **une perspective lointaine**, tant les tensions continuent de grandir entre les différents acteurs en guerre. Mais ce processus passe sans doute par une réforme de l'ONU qui neutralise le droit de veto des grandes puissances, l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avec la mise en œuvre de la solution à deux États dans le conflit israélo-palestinien et la création d'un État kurde, la réaffirmation de la souveraineté des États et du principe de non-ingérence comme base du droit international et la condamnation des ingérences extérieures, la fin du soutien des puissances aux dictatures qui défendent leurs intérêts...